

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21743 - 80ÈME ANNÉE

Une protection contre la vie chère est une principale cause des prix trop élevés

## La surrémunération contribue beaucoup à la vie chère à La Réunion



Selon le résultat d'une étude sur l'octroi de mer commandée par l'Association des maires de France et l'Association des communes et collectivités d'outre-mer, bien plus que les taxes, la vie chère à La Réunion s'explique par la surrémunération des fonctionnaires (+53 %) et de certains salariés du privé. Cette prime, censée compenser le coût de la vie, a des effets pervers : les prix sont calculés en fonction du pouvoir d'achat de ces bénéficiaires qui appartiennent dans notre pays à la classe sociale aisée. Ce système découle du néocolonialisme français, alimente les inégalités et profite aux grandes enseignes françaises implantées à La Réunion. Réformer la surrémunération reste un sujet dérangeant à La Réunion, d'autant plus que les bénéficiaires de ce système ont pris le pouvoir dans la plupart des institutions.

Loin d'être le principal responsable de la vie chère en

Outre-Mer, l'octroi de mer reste un pilier essentiel du financement des collectivités et de la protection de la production locale. C'est la conclusion d'un rapport commandé par l'Association des maires de France et l'Association des communes et collectivités d'outre-mer d'après « Localtis ». Selon notre confrère, cette étude a une conclusion dérangeante pour des partisans du système dominant à La Réunion : la société de consommation importée par le néocolonialisme français.

En effet, dans l'article sur cette étude publié le 10 janvier dernier, « Localtis » écrit :

« Par ailleurs, les écarts de revenus des habitants sont de 28 % avec la métropole (France — NDLR) mais avec des inégalités importantes entre les "in" (les fonctionnaires et les cadres du privé) et les "out", les « exclus du système », souvent éloignés du marché du travail. « Le marché est organisé pour répondre au pouvoir d'achat des "in". C'est un peu

comme si un ouvrier du Nord devait faire ses courses au Bon Marché à Paris », résume Nadia Damardji, dirigeante du cabinet APC, qui a réalisé cette étude. Rappelons que dans les anciennes colonies devenues départements ou collectivités dits d'outre-mer, les fonctionnaires titulaires bénéficient d'une surrémunération. Cette surrémunération augmente le salaire de 53 % à La Réunion, elle est officiellement appelée « prime de vie chère ». Cette surrémunération existe aussi pour des salariés du secteur privé, à un taux plus faible généralement.

### Des prix alignés sur les revenus des plus riches

La surrémunération des fonctionnaires titulaires à La Réunion augmente les salaires de 53 %. Elle est présentée comme une compensation pour le coût de la vie plus élevé qu'en France. Cette « prime de vie chère » existe aussi pour certains salariés du privé. Pourtant, ce dispositif entraîne un cercle vicieux. Les commerçants adaptent leurs tarifs aux revenus de cette population aisée, créant un marché tourné vers les consommateurs les plus riches.

Pendant ce temps, la majorité de la population doit faire face à des prix élevés sans compensation financière. Ceci renforce le sentiment d'exclusion et creuse les inégalités économiques.

### Comment soutenir le pouvoir d'achat sans créer de l'inflation ?

La surrémunération vise à compenser les surcoûts liés à l'éloignement et à l'insularité, mais elle produit des effets pervers en alimentant la vie chère. Une réflexion s'impose sur les moyens de soutenir le pouvoir d'achat sans créer de l'inflation. Des pistes alternatives pourraient inclure un sévère contrôle des prix, le développement de circuits courts avec les pays voisins pour réduire les coûts des importations de ce que nous ne pouvons pas produire. Cela passe par la nécessaire transparence sur la formation des prix. En effet, si la grande distribution va se four-

nir à Madagascar plutôt qu'en France, les prix devront baisser et pas être maintenus à l'identique pour augmenter les bénéfices des actionnaires de ce secteur économique.

Ceci interroge sur les bases du régime néocolonial imposé aux Réunionnais : recycler des transferts publics sous forme de salaires et de prestations sociales en profits privés rapatriés en France. La grande distribution est un acteur essentiel de cette privatisation de fonds publics.

### La surrémunération : un des piliers du néocolonialisme français

Rappelons que la surrémunération visait à créer à La Réunion une classe sociale suffisamment nombreuse et dotée d'un pouvoir d'achat nécessaire à la création d'un nouveau marché : l'achat de produits importés d'Europe pour favoriser emplois et richesses en France. Paris voulait aussi fixer de nouvelles références dans les mentalités pour vanter la pertinence de ce système néocolonial : le mode de consommation de cette classe sociale devait devenir le modèle à suivre. Il fallait changer les mentalités en persuadant les Réunionnais qu'ils devaient consommer comme s'ils étaient en France alors qu'ils n'avaient pas les droits des citoyens français. Cette classe sociale a pris le pouvoir dans la plupart des institutions à la place de l'ancienne aristocratie de la canne à sucre. Paris a ainsi placé en haut de l'échelle sociale une classe dont les revenus sont totalement déconnectés de la création de richesses à La Réunion d'une part, et qui dépend totalement de Paris pour les revenus de ceux appartenant à la fonction publique d'autre part.

Autant dire que poser le débat sur ce sujet dérange beaucoup et montre toute la difficulté à changer les mentalités pour aller vers une Réunion structurellement égalitaire.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Racisme et violences : l'urgence de libérer La Réunion des inégalités

Dans les pays de l'océan Indien, le vivre-ensemble et l'hospitalité sont des valeurs traditionnelles. Mais dans une société structurellement inégalitaire où la société de consommation a été importée par le néocolonialisme français, ces valeurs sont menacées. C'est ce que rappellent les réactions racistes aux violences qui ont lieu régulièrement à Saint-André par exemple, tout comme la forte progression du vote pour un parti d'extrême droite, le RN. Ce n'est pas seulement un vote sanction contre les partis politiques respectant les valeurs de la République, c'est aussi un vote de raciste décomplexé qui peut maintenant s'exprimer en toute quiétude à La Réunion, un pays pourtant uniquement peuplé de descendants d'immigrés et d'immigrés. Il est essentiel de reconnaître la diversité de la population réunionnaise, d'être fier de nos origines multiples car Madagascar et les Comores constituent une source de peuplement de La Réunion : soyons fiers de nos origines comoriennes et malgaches comme certains peuvent l'être de leur origine indienne et d'autres de leur ascendance européenne.

Deux jours seulement après la fin du couvre-feu à Saint-André, la nuit du 14 au 15 janvier a été marquée par des violences inquiétantes. Aux alentours de 23h30, sur le Chemin du Centre, des jeunes, âgés d'environ 14 à 15 ans, ont provoqué un véritable chaos.

Les récentes violences urbaines survenues à Saint-André ont mis en lumière des tensions sociales préoccupantes à La Réunion. Des jeunes, souvent d'origine mahoraise ou d'autres îles de l'archipel des Comores, sont pointés du doigt pour leur implication présumée dans ces troubles. Cette situation soulève des questions sur le racisme latent envers les personnes originaires des Comores et de Madagascar, ainsi que sur les inégalités sociales persistantes sur l'île.

## Les événements de Fayard : une escalade de la violence

Ainsi à Saint-André l'année dernière, le quartier Fayard fut le théâtre de violences répétées. Des incidents tels que des caillassages de véhicules, des agressions de policiers et des appels à la violence sur les réseaux sociaux ont été rapportés. Le 24 janvier 2024, le maire de Saint-André, Joé Bédier, a exprimé son inquiétude face à cette situation, déclarant : « Nous avons aujourd'hui atteint une ligne rouge ». Il a notamment souligné la présence de « jeunes parac-

hutés à La Réunion sans repère », souvent originaires de Mayotte, hébergés chez des proches mais livrés à eux-mêmes, sans encadrement parental adéquat.

## Racisme envers les originaires des Comores et de Madagascar

Face à cette recrudescence de la violence, les autorités ont réagi. Le préfet de La Réunion, Patrice Latron, a condamné fermement ces actes, les qualifiant d'"intolérables". Il a annoncé la mise en place d'opérations anti-délinquance et un renforcement des actions pour lutter contre les phénomènes de bandes.

Ces événements mettent en lumière une problématique plus profonde : le racisme dirigé contre les personnes originaires des Comores et de Madagascar à La Réunion. Bien que ces communautés soient très minoritaires, elles sont souvent stigmatisées et associées à des comportements déviants, alimentant ainsi des préjugés et des discriminations. Cette situation rappelle que le racisme reste un moteur de division au sein de la société.

C'est aussi une des explications à la progression du vote pour un parti de l'extrême droite française, le RN. Ce n'est pas seulement un vote sanction contre les partis politiques respectant les valeurs de la République, c'est aussi un vote de raciste décomplexé qui peut maintenant s'exprimer en toute quiétude à La Réunion, un pays pourtant uniquement peuplé de descendants d'immigrés et d'immigrés.

## Soyons fiers aussi de nos origines comoriennes et malgaches

Ces violences doivent être l'occasion d'une réflexion approfondie sur les causes des discriminations et des inégalités à La Réunion. Il est essentiel de reconnaître la diversité de la population réunionnaise, d'être fier de nos origines multiples car Madagascar et les Comores constituent une source de peuplement de La Réunion plus importante que l'immigration européenne et au moins aussi grande que l'immigration indienne, et de promouvoir un vivre-ensemble basé sur le respect et la solidarité. Les initiatives locales, telles que les marches citoyennes organisées l'an dernier par les habitants de Fayard pour lutter contre l'insécurité et la délinquance vont dans le bon sens.

La lutte contre le racisme et les inégalités doit être une priorité pour construire une société réunionnaise libérée des séquelles de l'esclavage et de la colonisation.

# Oté

## Ostracisme ? Sa i vo pou issi ossi ?

Mézami zot i koné kossa i lé ostracisme ? Mi panss si zot lé kominist zot i koné sirman sak i vé dir pars fitintan kominiss l'avé touzour tor é mèm si zot téi propoz in n'afèr bien téi done azot zot tor.

Mé d'aprè sak mi rapèl lété bien difissil trouv in solission an déor d'in propozission lo parti kominiss rényoné l'avé fine fé, é souvan dé foi li la fine si tan tèlman propozé ké lété dir trouv in méyèr solission-pli pir lété possib. La prève ? Toute zafèr torte issi La Rényon.

In zour mwin la antann in om politik aprè dir lo parti kominiss noré té pliské rish si li lété péyé pou son bann zidé. Fransh vérité li l'avé bien rézon, mé li l'avé poin rézon konte lostracisme in pratik k'i konssist a done tor kélk'in lé dann lo mové parti... dizon li lé pa an figuir d'sinteté pou lo pouvoir néo-kolonyal.

Wala sak i fé ké koméla néna in bonpé zafèr torte-torte issi La Rényon pars parti kominiss momandoné la propoz in bon solission é pou lo pouvoir lokal épi lo gouvèrnman é pi ankor pou bann parti la droit lété par définission in mové solission.

Zot i vé inn-dé zégzanp ? Mi pé dir azot sa i manke pa !

Astèr ni viv an plin dann in sityassion lé riskab fèr d'tor noute bann zanfàn sirtou sète bann klass popilèr souvan défoi léssé dsi lo bor d'shomin. La rantré i ariv é toulmoune i koné sa i koinsside avèk kissoi in pèryode shalèr in kroiyab, kissoi in sézon gross plui, kissoi ankor la pèryode la maladi moustik.

Biensir lo Parti la touzour di lo lané skolèr lé mal adapté par rapor lo travaye bann marmaye, bann zamontrèr épi bann paran épi lo pèrsonèl lédikassion nassyonal. Mé wala konm sé lo parti k'i propoz sa dopi plizyèr dizène zané ébin sé in mové solission. Ariv in zour afors alé a lo kalbass i kass.

A bin antandèr salu !

*Justin*